

compétentes de tous les pays est donc d'une importance vitale, l'action de ces autorités devant en même temps tenir dûment compte de la souveraineté des Etats. Cette coopération devrait avoir une base légale de caractère national, bilatéral et multilatéral. La création d'une juridiction internationale étant un objectif lointain, quoique possible, la méthode la plus facile est souvent celle des accords bilatéraux. Les accords multilatéraux exigent des négociations complexes mais peuvent être d'une grande utilité, comme le montre l'exemple de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

47. Outre la coopération sur le plan juridique, l'action internationale contre le crime organisé peut prendre la forme d'une coopération bilatérale ou multilatérale dans le domaine de la formation, de l'assistance technique et de la recherche, ainsi que des échanges d'informations, notamment en faveur des pays en développement. Le programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale peut servir de cadre pour ces efforts. La coopération internationale bénéficierait aussi d'une meilleure utilisation des moyens techniques et des services offerts par l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC/Interpol) et dans le cadre de divers arrangements régionaux et sous-régionaux.

48. Compte tenu de la souplesse des organisations criminelles et de leur habilité à tirer profit des plus légères faiblesses de la loi, tous les Etats devraient envisager de prendre les mesures nécessaires pour que leurs organes judiciaires et autres puissent répondre utilement aux demandes d'assistance provenant de l'étranger. A cette date, les principales formes de coopération internationale portent sur les domaines suivants : échange d'informations sur le crime organisé en général et coopération concrète dans le domaine opérationnel; extradition; transports de témoins; assistance mutuelle pour la saisie et la confiscation des profits illégaux et autres biens des organisations criminelles; entraînement des forces de police et assistance à ces forces, en particulier pour la lutte contre le trafic des drogues.

VII. — EVALUATION

49. Il importe, pour définir le niveau d'intervention des autorités compétentes, de pouvoir apprécier la gravité de la menace posée par le crime organisé. L'état actuel des connaissances révèle un grave manque de précision à cet égard. Certains pays se sont efforcés de calculer les conséquences financières du crime organisé, mais ces efforts n'ont pas dépassé le stade des estimations. Une recherche plus complète et plus rigoureuse dans ce domaine pourrait être utile aux législateurs et aux administrateurs, à qui il incombe de prendre les décisions voulues sur la répartition des ressources pour la lutte contre le crime organisé.

50. La prévention du crime organisé et la lutte contre cette forme de criminalité ne doivent pas rester du seul domaine des autorités spécialisées : elles appellent une coopération générale avec les autres autorités, avec les milieux d'affaires, les organisations civiques et la collectivité tout entière. La mobilisation de l'opinion publique nécessite des efforts d'éducation et exige que les médias coopèrent résolument en faisant mieux connaître le mal causé par le crime organisé et les dangers qu'il représente pour les individus et la société et en encourageant la population à contribuer à sa défaite.

1992/24. Préparatifs du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Le Conseil économique et social,

Considérant que, en application des résolutions 415 (V), annexe, et 46/152, annexe, de l'Assemblée générale, en date des 1^{er} décembre 1950 et 18 décembre 1991, le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants doit se tenir en 1995,

Constatant que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants contribuent grandement à la promotion et au renforcement de la communauté internationale dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Ayant à l'esprit le nouveau rôle des congrès défini au paragraphe 29 de la déclaration de principes et du programme d'action du programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, figurant en annexe à la résolution 46/152 de l'Assemblée générale,

Prenant acte de la note du Secrétaire général sur les préparatifs du neuvième Congrès⁶⁶,

1. *Décide* que, ainsi que l'a recommandé la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa première session⁶⁷, l'ordre du jour provisoire du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants pourrait porter sur les thèmes suivants :

a) Coopération internationale et assistance technique pratique en vue du renforcement de la primauté du droit : promotion du programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale;

b) Lutte contre le crime économique, le crime organisé et le crime environnemental nationaux et transnationaux : expériences nationales et coopération internationale;

c) Systèmes de justice pénale : gestion et amélioration de la police, des procédures de poursuite, des tribunaux et des peines;

d) Stratégies de prévention du crime, notamment en ce qui concerne la criminalité dans les zones urbaines, la délinquance juvénile et les crimes violents, y compris la question des victimes : évaluation et nouvelles perspectives;

2. *Prie* la Commission de mettre au point, à sa deuxième session, l'ordre du jour provisoire du neuvième Congrès et de présenter à ce sujet ses recommandations au Conseil compte tenu de ce qui suit :

a) Le neuvième Congrès devrait porter sur un nombre limité de thèmes de fond définis de manière précise, lesquels devraient traduire des besoins urgents de la communauté mondiale;

b) Le choix final de ces thèmes devrait être fait conformément aux priorités arrêtées par la Commission;

c) Il y aurait lieu de tenir des ateliers de recherche appliquée et de démonstration liés aux thèmes visés au paragraphe 1 ci-dessus, dans le cadre du programme du neuvième Congrès, ainsi que des réunions subsidiaires associées à son ordre du jour provisoire;

3. *Prie* le Secrétaire général de préparer un plan de discussion pour l'examen de la question par la Commission, comprenant des propositions pour la tenue d'ateliers mentionnés à l'alinéa c du paragraphe 2 ci-dessus, en coopération avec les instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et invite les Etats Membres à participer activement à ce processus;

4. *Prie également* le Secrétaire général d'établir un projet de règlement intérieur pour le neuvième Congrès, en tenant compte :

a) Du mandat des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, énoncé dans la déclaration de principes et le programme d'action du programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale;

b) De la nécessité de présenter tous les projets de résolution relatifs aux thèmes choisis bien avant le neuvième Congrès;

5. *Invite* les commissions régionales, les instituts des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, les correspondants nationaux nommés par les gouvernements dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres entités du système des Nations Unies, les organisa-

tions intergouvernementales et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social intéressées à participer activement aux préparatifs du neuvième Congrès;

6. *Prie* le Secrétaire général de faciliter l'organisation :

a) Sur les lieux du neuvième Congrès, de réunions subsidiaires d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil sur des sujets ayant trait aux questions de fond inscrites à l'ordre du jour provisoire du neuvième Congrès, conformément aux règles existantes;

b) De réunions à l'intention de spécialistes et de groupes d'intérêt géographique, également sur les lieux du neuvième Congrès;

7. *Prie également* le Secrétaire général de fournir au programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale les ressources nécessaires pour entreprendre, de façon efficace et en temps voulu, dans les limites de l'enveloppe du budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993, les préparatifs du neuvième Congrès, selon les indications données par la Commission, y compris l'organisation de réunions préparatoires régionales, et d'assurer des ressources suffisantes pour l'exercice biennal 1994-1995;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général de fournir des ressources dans les limites de l'enveloppe du budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993, conformément à la pratique budgétaire établie de l'Organisation des Nations Unies, et des ressources suffisantes pour l'exercice biennal 1994-1995, pour un programme d'information approprié concernant les préparatifs du neuvième Congrès;

9. *Prend note avec reconnaissance* de l'offre du Gouvernement de la République islamique d'Iran d'accueillir le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

41^e séance plénière
30 juillet 1992

1992/25. Le rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances économiques et sociales

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 44/58 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1989, en particulier le paragraphe 4, où l'Assemblée priait le Secrétaire général, agissant en consultation avec les Etats Membres et les organismes compétents des Nations Unies, d'établir un rapport sur le statut et le rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances économiques et sociales,

Se félicitant du rapport du Secrétaire général sur le statut et le rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances économiques et sociales⁶⁸,

Conscient de l'importance des études de politique réalisées par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat au sujet du rôle utile que jouent les coopératives dans la réalisation des objectifs de politique sociale tels qu'ils figurent dans les Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche⁶⁹, dont l'application est coordonnée, au sein du système des Nations Unies, par le Centre,

Ayant à l'esprit le fait qu'en 1995 on célébrera le centenaire de la création de l'Alliance coopérative internationale,

Prenant acte avec satisfaction des importantes recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général, qui tendent à assurer au mieux l'examen de la question des coopératives en raison de leur contribution importante à la solution des graves problèmes économiques et sociaux,

Se félicitant de la recommandation formulée à l'alinéa a du paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général et considérant l'écho qu'a déjà rencontré auprès des gouvernements et du mouvement coopératif international l'idée d'observer une journée internationale des coopératives,

Exprimant sa gratitude aux organismes gouvernementaux, aux organisations nationales représentant les coopératives, aux institutions spécialisées et autres organisations, en particulier au Comité pour la promotion de l'action coopérative, pour leur précieuse contribution,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur le statut et le rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances économiques et sociales⁶⁸;

2. *Recommande* à l'Assemblée générale de proclamer et d'observer le premier samedi de juillet 1995 une journée internationale des coopératives pour célébrer le centenaire de l'Alliance coopérative internationale et d'étudier la possibilité d'observer une telle journée internationale les années suivantes;

3. *Encourage* les gouvernements à tenir compte pleinement de la contribution que les coopératives peuvent apporter à la solution des problèmes économiques, sociaux et environnementaux dans la formulation de stratégies nationales de développement;

4. *Exhorte* le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat à redoubler d'efforts pour appuyer et coordonner la réalisation des objectifs de politique sociale tels qu'ils figurent dans les Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche;

5. *Invite* les organismes gouvernementaux, les organisations nationales représentant les coopératives, les institutions spécialisées et autres organisations, en particulier le Comité pour la promotion de l'action coopérative, à maintenir et à accroître leur aide au mouvement coopératif international, autant que possible dans la limite des ressources existantes;

6. *Invite également*, comme il l'a déjà fait dans sa résolution 1668 (LII) du 1^{er} juin 1972, les institutions spécialisées qui s'intéressent aux coopératives, notamment l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi que d'autres organisations comme la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole et les autres organisations internationales de coopératives intéressées qui ne sont pas encore membres du Comité pour la promotion de l'action coopérative, à le devenir à une date rapprochée de façon à assurer l'efficacité de son action en lui fournissant les ressources appropriées;

7. *Recommande* à l'Assemblée générale autant que possible et dans la limite des ressources existantes de prier le Secrétaire général de maintenir et d'accroître l'appui qu'apporte l'Organisation des Nations Unies aux programmes et objectifs du mouvement coopératif international et de lui rendre compte, dans son prochain rapport sur le statut et le rôle des coopératives au regard des nouvelles tendances écono-